

## Bujumbura veut participer à une nouvelle session du dialogue interburundais

@rib News, 27/08/2018 Source AFP Le ministre burundais des Affaires étrangères a annoncé l'intention du gouvernement de participer à une nouvelle session du dialogue de sortie de crise, prévue en septembre en Ouganda, alors que Bujumbura affirme depuis des mois que ce dialogue est pour elle terminé. [Photo : Le ministre Ezechiel Nibigira a rencontré vendredi des représentants des missions diplomatiques et des organisations internationales accréditées au Burundi.]

« Nous nous préparons pour participer au cinquième round de ce dialogue », a déclaré vendredi le chef de la diplomatie burundaise, Ezechiel Nibigira, selon une vidéo publiée samedi par le journal en ligne Iwacu. « Le Burundi pense que ça sera le dernier round », a souligné le ministre lors d'une réunion avec le corps diplomatique accrédité à Bujumbura, soutenant que le facilitateur dans la crise burundaise, l'ex-président tanzanien Benjamin Mkapa, avait promis que la cinquième session serait la dernière. « Comme nous devons clôturer ces activités, le Burundi a jugé bon de participer à ce cinquième round, tout le monde est prêt aujourd'hui (car) nous avons une feuille de route pour les élections de 2020 », a-t-il insisté, suggérant que le gouvernement y défendrait ce document que l'opposition restée à Bujumbura a refusé de signer. Selon une source diplomatique, M. Mkapa prévoit avec l'aide de l'ONU, de l'Union africaine, d'organiser un cinquième et dernier round du dialogue interburundais, celui de la dernière chance, dans la dernière semaine de septembre à Entebbe en Ouganda. La quatrième session du dialogue interburundais, organisée fin 2017 en l'absence de l'opposition en exil, s'était clôturée sans aucun accord. Le Burundi est en l'attente que M. Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé et sa réélection en juillet de la même année. Les violences qui ont accompagné la crise auraient fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la Cour pénale internationale (CPI), qui a ouvert une enquête. Une réforme de la Constitution adoptée en mai par référendum ouvrirait la possibilité au chef de l'Etat, au pouvoir depuis 2005, de se représenter pour deux mandats de 7 ans à partir de 2020. Mais il a surpris les observateurs en assurant en juin qu'il ne se représenterait pas à la présidentielle de 2020. Mercredi, le Conseil de sécurité de l'ONU avait regretté, dans une déclaration unanime, la lenteur des négociations entre le gouvernement et l'opposition et souligné que « des progrès supplémentaires seront nécessaires » pour la tenue d'élections crédibles.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});